



Munich Personal RePEc Archive

Pre-assessment of Morocco's participation in the ECOWAS monetary union

Rabhi, Ayoub and Haoudi, Amina

2020

Online at <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/98978/>
MPRA Paper No. 98978, posted 07 Mar 2020 00:52 UTC



Pré-évaluation de la participation du Maroc à l'union monétaire de la CEDEAO

Amina Haoudi

Professeur d'enseignement supérieur à la FSJES Fès,
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah

Ayoub Rabhi

Chercheur à la FSJES Fès,
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah

Résumé

Le choix d'un pays de participer à une union monétaire constitue selon la théorie de la Zone Monétaire Optimal (ZMO), une décision pertinente si les différents participants remplissent un ensemble de critères avancés par cette théorie. Dans ce cadre, la pertinence d'une éventuelle décision du Maroc pour rejoindre la prévue union monétaire de la CEDEAO nécessite une subtilité d'analyse afin de pouvoir évaluer le pré-positionnement économique du Maroc par rapport aux autres membres majeurs de la CEDEAO. Ainsi, notre article apporte quelques réflexions sur les avantages et limites sur cette possible participation à l'union monétaire de la CEDEAO en se basant sur les différentes relations qui existent entre le Maroc et quatre grandes économies de la CEDEAO à savoir : le Nigeria, le Sénégal, le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Mots-clés : Zone Monétaire Optimal, CEDEAO, Union monétaire, régime de change.

Abstract

According to the theory of the optimal currency area (OCA), the choice of a country to join a monetary union is a relevant decision if the different members fulfill a set of criteria. In this context, the possible decision of Morocco to join the planned monetary union of ECOWAS requires a subtle analysis in order to assess the economic pre positioning of

Morocco in relation to the other major members of ECOWAS. Our article brings some reflections on the advantages and limits of this possible participation in the monetary union of ECOWAS based on different relations that exist between Morocco and four major ECOWAS economies, namely: Nigeria, Senegal, Ghana and Ivory Coast.

Key-Words: Optimal Currency Area, Monetary union, ECOWAS, Exchange rate regime.

Introduction

La possibilité de rejoindre une union monétaire constitue théoriquement le scénario le plus favorable pour les petites économies qui sont à la recherche des privilèges économiques d'une ouverture interrégionale, tout en coopérant à préserver leurs économies des chocs exogènes provenant de l'extérieur de l'union ou bien des chocs endogènes que chacun des pays membres peut affronter. Mais il est évident que le désir de rejoindre les avantages attribués à une union monétaire nécessite une pré-évaluation.

En effet, le choix du Maroc d'accéder à la CEDEAO qui compte lancer une monnaie unique en 2020 est à première vue pertinent en matière de choix des régimes de change, mais la question qui se pose, abstraction faite aux obstacles politiques considérables, est de savoir si l'économie marocaine est analogue avec les autres économies de la CEDEAO pour justifier son adoption de la monnaie unique souhaitée par la CEDEAO. Pour répondre à cette question, nous allons dans ce papier examiner les avantages et limites qu'une union monétaire peut présenter pour un pays avant de se servir de la théorie des zones monétaires optimales (ZMO) pour évaluer si les caractéristiques de l'économie marocaine sont en ligne avec ceux des économies fortes de la CEDEAO.

IV.2.1. Avantages et limites de la monnaie unique

L'un des avantages les plus cités d'une monnaie unique est sa contribution à la facilité des échanges entre les pays d'une union monétaire parce qu'elle permet une réduction *des coûts de transaction*. Par exemple dans le cas où le Maroc fait partie d'une union monétaire avec le Sénégal et d'autres pays, lorsqu'une entreprise marocaine importe un produit sénégalais, elle ne doit plus payer une commission à sa banque afin de convertir le dirham marocain contre l'euro¹ pour régler les importations, il suffit de payer avec la monnaie adoptée dans la zone. Cela implique une perte des revenus pour le système bancaire qui joue

¹ La devise du Sénégal est le Franc CFA, mais elle est fixée par rapport à l'euro et les transactions réalisées avec le pays se font généralement en euros.

le rôle d'intermédiaire de change, mais la baisse des coûts de transaction permettra un gain pour l'économie dans son ensemble².

L'autre argument majeur en faveur d'une monnaie unique est l'élimination complète de l'incertitude provoquée par *la volatilité des taux de change* entre les pays formant l'union monétaire. Cette idée est souvent attribuée aux pays qui adoptent séparément des régimes de change flottant et pensent à former une union monétaire pour réduire la volatilité entre les différents taux de change comme c'était le cas pour la zone euro. Mais cette idée est aussi valide pour les pays qui fixent leur monnaie à une autre monnaie considérée comme internationale et souhaitent réduire l'impact de la volatilité de cette monnaie sur les échanges effectués entre eux en adoptant une monnaie unique qui circulent facilement entre les membres au lieu de passer par l'intermédiation d'une monnaie tierce. Cet élément contribuera de façon significative à encourager les relations économiques et commerciales qui apparaissent moins risqués et à cout réduit, puisque les entreprises ne seront plus obligées de s'engager dans des contrats de gestion de risque de change ce qui facilite la planification des projets et des investissements et par conséquent contribuer à une forte croissance économique.

Ainsi, une libre mobilité des capitaux à court terme avec l'extérieur de l'union est possible avec un régime de change fixe dont lequel l'union monétaire fixe sa monnaie à une autre monnaie forte ou un panier de monnaies. Parce que les pays disposent ensemble des réserves suffisantes pour pouvoir défendre la monnaie unique contre les assauts des spéculateurs. Cette crédibilité, assise sur des réserves suffisantes et l'engagement vis-à-vis de solides politiques monétaires et budgétaires, devrait convaincre les investisseurs que toute attaque contre la monnaie se ferait en pure perte et que, dans l'éventualité d'assaut des spéculateurs, la banque centrale de l'union pourra et voudra défendre sa devise. Cependant, même si la fixité est possible, un flottement de la monnaie unique vis-à-vis de l'extérieur est souhaitable puisqu'il a pour principal avantage de permettre à l'économie d'absorber plus facilement les chocs tant externes qu'internes, et de faire fonction de soupape de sécurité. Lorsque les taux de change sont fixes, les chocs externes se répercutent sur les salaires et les prix, tandis qu'une monnaie dont le cours flotte évolue au gré des conditions économiques, notamment des flux de capitaux ou des cycles économiques.

² Le change des devises est pénalisant parce qu'il constitue une charge dans les importations et les exportations des entreprises ce qui réduit les quantités échangés entre ces dernières.

Ce qui est des limites de l'adoption d'une monnaie unique, le coût essentiel supporté par les économies est *la perte de la souveraineté dans la conduite de la politique monétaire* propre à chaque pays. Parce que si les pays optent pour une monnaie unique, ils doivent également avoir une politique monétaire unique conduite par une Banque centrale. Cela veut dire qu'en cas de chocs asymétriques dans les différents pays membres, les interventions souhaitées par chaque pays se trouveront en divergence en ce qui concerne le choix de la politique monétaire à mettre en œuvre par la banque centrale de cette union qui ne pourra pas satisfaire les besoins de chaque pays. D'ailleurs c'est la raison pour la quelle, les unions monétaires sont réservées aux pays qui respectent un ensemble de critères en ce qui concerne l'inflation et les taux d'intérêts comme c'est le cas pour la zone euro.

IV.2.2. L'intégration du Maroc à la zone monétaire de la CEDEAO : Evaluation par la ZMO

La théorie des zones monétaires optimales (ZMO), se fonde sur un ensemble de critères qu'un groupe de pays doit satisfaire afin qu'il soit optimal pour ces pays d'adopter une monnaie unique. Mais la notion d'optimalité reste vague, puisqu'il n'existe pas de moyen précis de savoir s'il est effectivement optimal pour tous les pays concernés de former une union monétaire ni même si tous les pays remplissent les critères édictés par la théorie. Alors l'optimalité peut se référer selon la théorie à la capacité que possède chaque pays à limiter les coûts engendrés par l'union monétaire tout en amplifiant les avantages de cette union.

Dans ce qui suit, nous allons essayer de mettre en valeur les principales caractéristiques qui réduisent les coûts liés à une monnaie unique, tout en analysant de plus près si les caractéristiques de l'économie marocaine sont en ligne avec ceux des quatre grandes économies³ de la CEDAO pour former une union monétaire. Ainsi, l'analyse de l'analogie se réfère aux critères de convergence adoptés par la CEDEAO.

IV.2.2.1. Intégration commerciale

Même si la part des échanges extérieurs de l'Afrique avec le Maroc reste faible et ne représente qu'environ 5,4 % du totale des échanges marocaine, le Maroc entretient des relations bilatérales avec la quasi-totalité des 15 pays de la CEDEAO. La répartition géographique des échanges commerciaux du Maroc avec l'Afrique subsaharienne fait de l'Afrique de l'Ouest le principal partenaire commercial du Maroc dans la région, avec une

³ Les pays concernés sont : Nigeria, Sénégal, Ghana, cote d'ivoire.

part de marché de 58,2% en 2016, suivi de l’Afrique de l’Est, de l’Afrique centrale et de l’Afrique australe. La CEDEAO représente environ 57% des exportations marocaines vers l’Afrique subsaharienne en moyenne sur la période 2000-2016. Toutefois, la part de cette zone dans le total des exportations marocaines demeure faible malgré son augmentation de 1,1% en 2000 à 3,8% en 2017. La part de marché du Maroc dans les importations de la communauté a progressé, passant de 0,3% en 2000 à 0,8% en 2016⁴.

Cependant, le Maroc est en train de faciliter la mise en œuvre des accords économiques et commerciaux avec les fortes économies de la CEDEAO, d’abord le Ghana, la plus grande économie de la CEDEAO après le Nigéria, et qui fait partie des plus importants partenaires économiques du Maroc en Afrique, a signé 25 accords bilatéraux en 2017 en vue de promouvoir la relance économique dans les deux pays. Au cours de la même année, le Maroc a signé avec le Nigéria, considéré comme le plus grand membre de la CEDEAO en termes de population et de PIB, un important accord portant sur un Gazoduc Ouest-Africain (GOA) qui relie les zones gazières du sud du Nigeria au Bénin, au Togo et au Ghana. Ce projet de gazoduc régional Maroc-Nigéria devrait bénéficier à plus de 300 millions de personnes de la région ouest africaine.

Dans ce contexte, l’appartenance du Maroc à la CEDEAO pourrait avoir un impact positif sur le processus d’intégration ouest-africaine. Avec sa position géographique et économique stratégique, le Maroc constituerait une plate-forme essentielle pour les pays de la CEDEAO afin de sécuriser les marchés européens, américains et arabes. La CEDEAO bénéficierait également de l’apport économique du Maroc et de son marché de 35 millions de personnes, ainsi que de son expertise en matière d’agriculture, de délocalisation et de production d’engrais. L’impact économique de l’adhésion du Maroc à la CEDEAO peut être évalué à travers la dynamique de ses exportations, ce qui fait du Maroc un excellent partenaire commercial.

Partant de l’ensemble des éléments avancés, on constate que la caractéristique de la forte intégration commerciale, qui est considérée comme une nécessité pour s’intégrer dans une union monétaire, est faiblement manifestée dans le cas du Maroc avec la CEDEAO. Mais les différents accords mis en œuvre récemment dans le cadre d’une stratégie de renforcement des relations économiques et commerciales avec les pays de la CEDEAO pourront améliorer

⁴ Ministère de l’économie et des finances. 2018. Direction des études et des prévisions financières : échanges commerciaux Maroc -CEDEAO : opportunités par pays et par produit.

rapidement les échanges interrégionaux. En effet, l'intégration commerciale entre le Maroc et la CEDEAO a besoin apparemment de quelques années pour s'accélérer afin qu'on puisse parler de l'avantage procuré par l'adoption d'une monnaie unique en ce qui concerne la baisse des coûts de transactions.

IV.2.2. 2.Mobilité du travail

Bien qu'il est difficile d'analyser la mobilité de la main-d'œuvre dans la CEDEAO en l'absence des données statistiques sur la migration des populations au sein de cette région comme avancé par différents rapportset études, mais la mobilité entre les pays membres de la CEDEAO est significative selon le rapport de l'Observatoire ACP sur les migrations (2014), ainsi, la population régionale circulant dans la CEDEAO est de 3%, ce qui montre que les migrations en Afrique de l'Ouest sont environ six fois plus que la mobilité intra-européenne⁵ (estimée à 0,5% de la population européenne vivant en expatriés au sein de l'Union européenne), cela veut dire que presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest sont à la fois des zones d'envoi de migrants et des destinations d'immigration. Les chiffres sont corroborés également par le rapport du Centre international pour le développement des politiques en matière de migration (2016) lequel indique que 84% des mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest sont dirigés vers un autre pays de la région, ce qui est sept fois plus que les flux migratoires des pays de l'Afrique de l'Ouest vers les autres régions du monde⁶.

Généralement, bien que ces données statistiques permettent d'avoir une idée sur la possible mobilité de la main d'œuvre dans la région, ils fournissent uniquement les chiffres les plus généraux sur les personnes sortant ou entrant dans les pays, sans indication de leurs motivations. Il n'est donc pas possible d'indiquer clairement le nombre d'immigrants répondant à la situation du marché du travail dans les différents pays de la CEDEAO.

En effet, d'après la théorie des zones monétaires optimales, si les facteurs de production sont mobiles au sein d'une région économique, l'instauration d'une monnaie unique pour cette région est bénéfique. Cela s'explique par une parfaite mobilité des travailleurs dans la région et signifie selon notre hypothèse que les chômeurs marocains peuvent se déplacer librement dans les pays de la CEDEAO afin de trouver un emploi en cas de chocs asymétriques. Une fois que le déséquilibre macroéconomique est réduit au

⁵ ACP Observatory on Migration Research Report.2014. Across Artificial Borders: An assessment of labour migration in the ECOWAS region. p: 21.

⁶ International Centre for Migration Policy Development. 2016. A Survey on Migration Policies in West Africa Second Edition. p : 20

minimum. Le chômage diminue au fur et à mesure que les chômeurs marocains quittent le pays vers les autres membres de la CEDEAO. La réalité apparaît autrement, ce type d'émigration est loin de suivre ce mécanisme parce que l'émigration des marocains est souvent destinée vers l'Europe, un chiffre estimé à plus de 10% de la population totale en 2012, ce qui fait plus de 3 millions de marocains nés au Maroc qui vivent en Europe, par contre la part des marocains résidants dans l'Afrique subsaharienne n'a pas dépassé 10000 personnes (0,05 %) à cette date⁷. Ce qui est de la part des étrangers résidants au Maroc, le recensement du Haut commissariat au plan⁸ de (2014) montre que les ressortissants de l'Afrique subsaharienne représentent presque 27% de l'ensemble des étrangers résidants au Maroc avec un effectif de presque 23000 sans parler des chiffres de l'immigration clandestine. Tout cela dessine en quelque sorte un vrai obstacle pour jouir des avantages d'une intégration à l'union monétaire de la CEDEAO.

IV.2.2.3. Flexibilité des salaires

La flexibilité des salaires suppose que les salaires répondent fortement aux variations du chômage en cas de chocs économiques. Cela signifie que les ajustements vers l'équilibre de long terme sont rapides, puisque les entreprises peuvent bénéficier d'une baisse des salaires pour compenser les effets d'une morosité de l'activité économique.

Malheureusement, les données relatives au marché du travail et à la mobilité des travailleurs dans les pays d'Afrique sont presque inexistantes, il est donc difficile de tirer des conclusions. Certaines statistiques disponibles sont présentées dans le tableau ci-dessous et peuvent servir de base à une évaluation générale de la situation de l'emploi et des salaires dans la CEDEAO et dans le Maroc.

Pays	Côte d'Ivoire	Ghana	Maroc	Nigéria	Sénégal
Taux de chômage en 2017	2,6 %	2,355 %	9,332 %	7,043%	4,845 %

Source : Banque mondiale

On part de la simple idée que plus le taux de chômage est élevé, plus la flexibilité des salaires est possible. Parce que, s'il ya une forte demande d'emplois de la part de la population, les employés seront plus tolérants à la baisse des salaires car ils ont moins de chances à trouver un autre emploi au même salaire ou mieux rémunéré. Les faibles taux de chômage au Ghana, au Nigéria et plus particulièrement en Cote d'Ivoire montrent en sorte que

⁷ Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger.2014. Marocains de l'extérieur – 2013, p : 75.

⁸ Site officiel du HCP

la flexibilité des salaires dans ces pays est faible, ce qui ne pourrait pas atténuer les chocs négatifs sur les économies. Au Maroc, même si le taux de chômage est plus élevé que les autres pays mais il faut considérer le rôle des syndicats, qui jouent un rôle important dans les négociations salariales et qui n'acceptent jamais une baisse des salaires quelque soit le motif. Au total, la flexibilité des salaires dans les pays de la zone monétaire ouest-africaine semble difficile à évaluer, mais cette condition ne semble pas créer un vrai problème pour la constitution d'une union monétaire si l'on se réfère à l'Union Monétaire Européenne qui d'après de nombreuses recherches se caractérise par une rigidité du marché du travail au sein des pays membres pour deux raisons : l'existence des lois sur les salaires minimum et le fort degré de négociation collective des salaires⁹.

IV.2.2.4. Mobilité du capital financier

La mobilité du capital financier est utile dans le sens où elle permet d'atténuer l'impact des chocs qui touchent une économie. Un pays qui subit une récession peut limiter son impact négatif si ses résidents peuvent emprunter des fonds auprès des résidents d'un pays membre qui connaît une expansion économique. Cela donc nécessite une facilité d'accès au financement par une forte intégration financière des pays de l'union monétaire. Un exemple simple de facilité le financement implique que si une banque a des succursales dans plusieurs pays faisant partie de l'union monétaire, les emprunts et les prêts entre les pays en récession et expansion seront plus ou moins automatiques, puisque les résidents des pays en expansion accroissent leurs épargnes lorsque leur revenu augmente alors que les résidents des pays en récession augmentent leurs découverts lorsque leurs revenus diminuent. En effet, les banques marocaines sont présentes avec leurs filiales dans plusieurs pays de la CEDEAO dont le Sénégal, la Cote d'Ivoire et le Ghana, ainsi qu'elles contribuent de façon très significative dans le secteur financier de chacun des pays mentionnés¹⁰. La participation des banques marocaines s'élève à 29% de la part du marché de l'activité bancaire au sein de l'Union Monétaire Ouest Africaine¹¹, ce qui fait du Maroc le pays dominant en matière de prestations financières. On peut également constater d'après la figure (1) ci-dessous que Maroc devance tout les pays de la CEDEAO en ce qui concerne le niveau de développement financier. Cependant, Au-delà du développement financier qui reste encore faible et qui reflète globalement les caractéristiques structurelles de la région, il est possible de l'approfondir et de

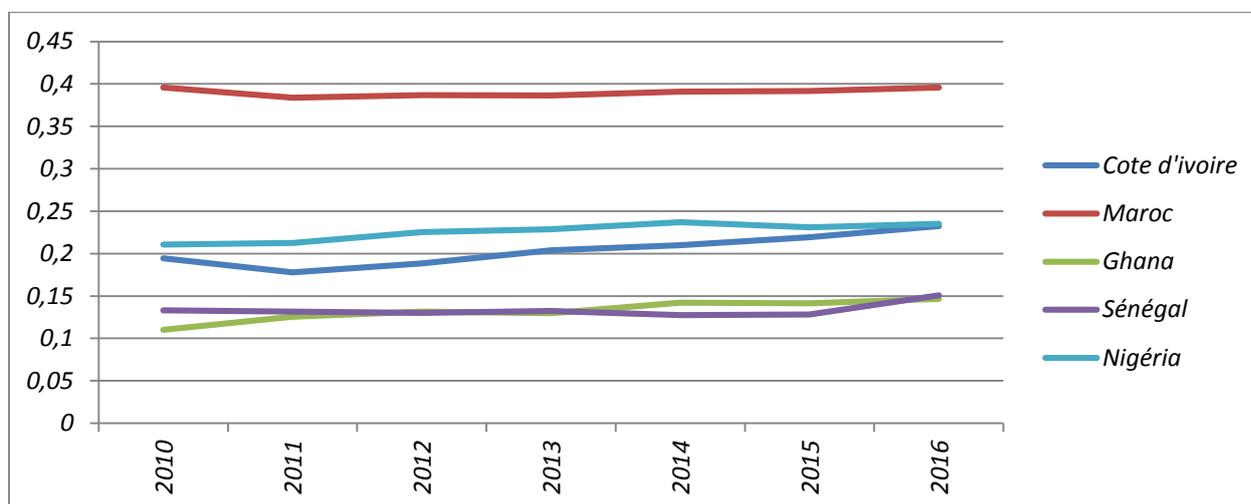
⁹ Mankiw, G. M. et Taylor, M. P. 2013. Principes de l'économie, 3^{ème} édition, p : 1106.

¹⁰ Annexe 7 : cartographie

¹¹ La commission bancaire de l'union monétaire ouest africaine.2016.Rapport annuel.p : 44.

l'élargir au sein des membres de la CEDEAO en s'appuyant sur l'expertise du Maroc dans la région. De ce fait, on peut conclure à partir de ce critère que la participation du Maroc dans la monnaie unique de la CEDEAO est possible et souhaitable pour ses membres.

Figure 1 : Indice de développement financier



Source : Fonds monétaire internationale : FD index database

IV.2.2.5. Synchronisation des cycles économiques : Croissance économique et chocs asymétriques

Le critère de synchronisation des cycles économiques est lié à l'optimalité de l'adoption d'une union monétaire. Comme expliqué au début, le degré de symétrie des chocs est très important dans le sens où l'on souhaite adopter des politiques économiques adéquates à court terme pour l'ensemble des membres de l'union monétaire. Clairement, si les chocs sont symétriques dans l'union monétaire, il n'y aura aucun problème. C'est-à-dire si les cycles économiques des pays de l'union sont parfaitement synchronisés, de sorte que tous les pays rentrent et sortent d'une récession en même temps, l'union monétaire est favorisée.

Tableau 2 : Synchronisation des cycles économiques entre les membres de la CEDEAO et avec le Maroc (2010-2017)

	Côte d'Ivoire	Ghana	Nigéria	Sénégal	Maroc
Côte d'Ivoire	1				
Ghana	-0,7109543	1			
Nigéria	-0,3217201	0,29204017	1		
Sénégal	0,62141192	-0,6668129	-0,7331137	1	

Maroc	-0,4998608	0,59589519	0,42627228	-0,4641944	1
-------	------------	-------------------	-------------------	------------	---

Source banque mondiale et calculs de l'auteur

La matrice de corrélation présentée met l'accent sur les relations mutuelles de la croissance économique en tant qu'indicateur du cycle économique entre les pays de la CEDEAO et le Maroc. Les résultats obtenus du tableau pour la période (2010-2017) indiquent clairement que la synchronisation des cycles économiques est très loin de l'état souhaité. En fait, les seules corrélations positives significatives sont trouvées en première position entre la Côte d'Ivoire et le Sénégal suivi par le Maroc avec le Ghana et le Maroc avec le Nigéria. D'autres relations mutuelles entre tous les pays considérés ont soit une faible importance comme c'est le cas entre le Nigéria et le Ghana, soit, dans la majorité des cas, une corrélation négative qui s'oppose directement à la synchronisation envisagée des cycles économiques. En effet, ce résultat place le Maroc comme étant le plus synchronisé avec les autres puissances de la CEDEAO ce qui lui offre un privilège dans le cadre d'une union monétaire. Mais on peut généralement remarquer que le développement de cette condition entre les pays concernés déjà membre de la CEDEAO depuis des décennies ne semble pas prometteur dans le future proche, car la plupart des économies montrent des fluctuations négativement corrélées de leurs cycles économiques.

IV.2.2.6. Les critères de convergence

L'Institution Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) chargée de mener les préparations techniques pour le lancement d'une monnaie unique pour la zone monétaire de l'ouest, a pour but principal d'imposer des conditions aux pays membres de la CEDEAO et de contrôler leur adaptation avec ces conditions. Les conditions connues sous le nom des critères de convergence comme c'est le cas pour la zone euro, constituent en effet le facteur déterminant pour lancer la monnaie unique. La date du lancement a été reportée plusieurs fois, de 2003 à 2005 puis de 2005 à 2009, reportée par la suite à 2015 et finalement un lancement prévu pour 2020 vu la difficulté à remplir les critères de convergence du premier rang par l'ensemble des pays membres de la CEDEAO.

Dans ce qui suit, nous allons évaluer si les quatre puissances économiques de la CEDEAO avec le Maroc remplissent les plus importants critères imposés par l'IMAO. Cependant, au-delà de l'optimalité du choix étudiée auparavant, l'objectif ici est de compléter l'analyse pour savoir si la zone monétaire souhaitée est en mesure de voir le jour dans le court terme et si le Maroc est en ligne avec les critères proposés par la CEDEAO.

Le premier critère principal de la politique monétaire commune de la future banque centrale de l'Afrique est la stabilité des prix intérieurs. L'exigence de réserves de change minimales devrait permettre de garantir la stabilité de la monnaie nationale par rapport aux variations des cours des autres devises. La condition sur le déficit budgétaire a été choisie pour éviter des dépenses budgétaires excessives qui compromettraient la stabilité des prix dont la banque centrale cherche à réaliser. Les mêmes motifs se retrouvent derrière le quatrième critère relatif aux limites du financement du déficit public par la banque centrale. Cette condition a également pour but de préparer les pays de la CEDEAO au fait que la banque centrale ne doit financer aucun déficit national à l'avenir.

Tableau 3 : Critères de convergence de la CEDEAO

Critères	Norme	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nigéria							
Dette publique en% du PIB	≤ 70%	12,7	12,9	13,1	15,1	19,6	21,8
Taux d'inflation	≤ 5%	12,2	8,4	8	9	15,6	16,5
Déficit budgétaire	≤ -3%	0,2	-2,3	-2,1	-3,4	-3,9	-5,2
Réserves en mois d'importation	≥ 3 mois	5,4	5,3	4,2	4,2	6,3	8
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale (en % des recettes de l'année précédente)	≤ 10%	0	0	0	0	0	0
Nombre de critères respectés		4	4	4	3	3	3
Ghana							
Dette publique en % du PIB	≤ 70%	47,9	57,2	70,1	72,2	73,4	71,8
Taux d'inflation	≤ 5%	7,1	11,6	15,4	17,1	17,4	12,3
Déficit budgétaire	≤ -3%	-11,2	-12	-10,9	-5,3	-8,8	-5,1
Réserves en mois d'importation	≥ 3 mois	2,9	2,7	3,1	3	3,2	3,3

Financement du déficit budgétaire par la banque centrale(en % des recettes de l'année précédente)	≤ 10%	25,4	12,3	13,7	4,1	-	-
Nombre de critères respectés		1	1	1	2	2	2
Cote d'Ivoire							
Dettes publiques en% du PIB	≤ 70%	45	43,3	44,8	47,2	46,9	46,9
Taux d'inflation	≤ 5%	1,3	2,6	0,4	1,2	0,7	0,7
Déficit budgétaire	≤ -3%	-3,1	-2,2	-2,1	-2,8	-3,8	-4,2
Réserves en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5	5	4,4	-
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale(en % des recettes de l'année précédente)	≤ 10%	0	0	0	0	0	0
Nombre de critères respectés		4	5	5	5	4	4
Sénégal							
Dettes publiques en% du PIB	≤ 70%	34,1	36,7	42,3	44,5	47,8	48,3
Taux d'inflation	≤ 5%	1,4	0,7	-1,1	0,1	0,8	1,3
Déficit budgétaire	≤ -3%	-4,1	-4,3	-3,8	-3,6	-3,2	-2,9
Réserves en mois d'importation	≥ 3 mois	5,3	4,7	5	5	5,79	-
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale(en % des recettes de l'année précédente)	≤ 10%	0	0	0	0	0	0
Nombre de critères respectés		4	4	4	4	4	5
Maroc							
Dettes publiques en% du PIB	≤ 70%	56,5	61,7	63,3	63,6	64,8	65,1
Taux d'inflation	≤ 5%	1,2	1,8	0,4	1,5	1,6	0,7

Déficit budgétaire	$\leq -3\%$	-7,1	-5	-4,8	-4,1	-4,4	-3,5
Réserves en mois d'importation	≥ 3 mois	4,1	4,6	4,6	4,3	6,3	-
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale(en % des recettes de l'année précédente)	$\leq 10\%$	0	0	0	0	0	0
Nombre de critères respectés		4	4	4	4	4	4

Source: Banque mondiale, FMI et rapport de convergence de la CEDEAO.

Pour résumer le tableau, on peut clairement constater que seulement le Sénégal qui satisfait les cinq critères au sein de la CEDEAO en 2017, suivi par le Maroc et la Côte d'Ivoire avec un score de quatre critères chacun et ensuite par le Nigéria et le Ghana. En effet, les pays qui semblent avoir le plus de difficultés dans la gestion de leurs équilibres économiques sont le Ghana et le Nigéria qui n'arrivent pas à contrôler l'inflation à deux chiffres et le déficit budgétaire de plus de 5%. Ainsi, il faut souligner que le Ghana est le seul pays dans la CEDEAO qui adopte un régime de change flottant et qui se sert de la banque centrale pour financer son déficit budgétaire. Ce qui est du Maroc, il paraît qu'il satisfait plus de critères que les autres grands pays de la CEDEAO comme le Nigéria et le Ghana, ce qui lui confère un avantage important en cas du choix de l'adoption de la monnaie unique.

Conclusion

La participation à une union monétaire est favorable pour une petite économie, si cette dernière remplit un ensemble de critères et si elle trouve un avantage de rejoindre cette union. Cependant, compte tenu de la décision du Maroc à rejoindre la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) qui compte s'engager dans une zone monétaire en lançant une monnaie unique en 2020, on a essayé dans cet article d'établir une étude analogique entre le Maroc et les plus grandes économies de la CEDEAO (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Sénégal) pour décider sur l'éligibilité de son intégration à la communauté et in fine l'adoption d'une monnaie unique. Toutefois, l'examen basé sur la théorie des zones monétaires optimales (ZMO) et des critères de convergences, nous révèle des signes positifs sur la possibilité pour le Maroc d'adopter la monnaie unique de la CEDEAO mais cela nécessite un certain temps qui peut s'étaler à quelques années afin que les difficultés précitées puissent être surmontées et à condition que les questions politiques trouvent des consensus.

Références :

- [1] Kenen, P.B. (1969) 'The Theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View', in Mundell, R.A. and Swoboda, A. (eds), *Monetary Problems of the International Economy*, Chicago: University of Chicago Press.
- [2] Mankiw, G, M. et Taylor, M, P. (2013). *Principes de l'économie*, 3ème édition, p : 1106.
- [3] Mundell, R. A. et al. (1961) 'A Theory of Optimum Currency Areas', *The American Economic Review*. 51, pp. 657–665
- [4] Rapport de convergence de la CEDEAO (2017)
- [5] Ministère de l'économie et des finances (2018). *Direction des études et des prévisions financières : échanges commerciaux Maroc -CEDEAO : opportunités par pays et par produit.*
- [6] ACP Observatory on Migration Research Report (2014) . *Across Artificial Borders: An assessment of labour migration in the ECOWAS region.*
- [7] International Centre for Migration Policy Development (2016). *A Survey on Migration Policies in West Africa Second Edition.*
- [8] Fondation Hassan II pour les Marocains Résidant à l'Etranger (2014) : *Marocains de l'extérieur – 2013.*
- [9] Rapport annuel de la commission bancaire de l'union monétaire ouest africaine (2016).
- [10] Site officiel du HCP